

Après l'élection de Truman

L'hégémonie américaine dans le monde n'a pas seulement pour conséquence de faire du capitalisme yankee le maître des différentes bourgeoisies, elle tend à donner une place de plus en plus importante à la classe ouvrière américaine dans la lutte internationale du prolétariat. L'importance de la révolution américaine de ce point de vue a particulièrement été soulignée par un document de nos camarades du Socialist Workers Party publié dans *Quatrième Internationale* (numéro de janvier-février 1947).

La victoire de Truman, candidat du parti démocrate, à un moment où ce parti se disloquait sur sa droite et sur sa gauche, s'explique avant tout par le fait d'une évolution politique importante du prolétariat américain, ce qui a, pour la première fois peut-être dans l'histoire des Etats-Unis, donné une importance politique à une compétition qui, jusqu'alors, avait beaucoup plus relevé de lutte de bandes rivales.

Après leurs grandes grèves de 1946, les travailleurs américains s'étaient vus attaquer par le grand capital. L'inflation dévorait leurs augmentations de salaires. Des lois anti-ouvrières, comme la loi Taft-Hartley, et une propagande anticommuniste menaçaient leurs libertés civiles. La réaction s'en prenait aux Noirs, etc... A l'extérieur, l'impérialisme américain, confiant ses postes diplomatiques à des militaires, faisait preuve d'une rigidité, d'un cassant qui effrayaient les masses. Le mécontentement de l'Administration sortante était grand, l'impuissance de celle-ci étant manifeste. Et le candidat du parti républicain semblait avoir toutes les chances de passer.

L'habileté de Truman, quoique étant Président sortant, fut de prendre figure d'assailant du grand capital de Wall Street, d'identifier le parti républicain à ceux-ci et de faire appel aux masses travailleuses, aux exploités, aux opprimés, pour livrer derrière lui bataille contre ceux qui menaçaient leurs conditions d'existence et de travail. Sa campagne électorale fut d'une démagogie effrénée. « We'll give them hell » (nous leur en ferons voir de toutes les couleurs), annonça-t-il au départ. Effectivement, ses discours étaient pleins d'invectives contre le grand capital, contre les trusts, etc... Entre Truman et Wallace, il n'y avait plus de grandes divergences politiques; Truman était même plus vigoureux que Wallace, il n'était pas compromis par l'aide stalinienne. Un vote pour lui avait des chances de servir. Il disposait de l'appui des dirigeants des Syndicats du C.I.O. et de l'A.F.L. qui, craignant d'être amenés à constituer, sous la pression des ouvriers, un parti ouvrier du type du Labour Party britannique s'appuyant sur les syndicats, préféraient voir au pouvoir une administration plus libérale.

La victoire de Truman est due avant tout à l'appui des syndicats ouvriers et des votes des travailleurs, des Noirs... dont la conscience politique progresse.

Les conséquences de cette élection seront très importantes sur le plan de la politique étrangère des Etats-Unis comme sur le plan de la politique intérieure. Car Truman est, aussi bien que Dewey et Wallace, un homme au service de Wall Street et non un ennemi de la finance yankee. Les espoirs des masses et leurs déceptions inévitables ne manqueront pas d'entraîner des conflits gigantesques. Nous laisserons ici de côté les problèmes extérieurs. Mais sur le plan intérieur, les masses voudront l'abolition de la loi Taft-Hartley, l'arrêt de la répression anti-ouvrière et antinoir, des salaires meilleurs, etc... La volonté des chefs syndicaux d'éviter la création d'un nouveau parti, d'un parti ouvrier, se trouvera placée, à échéance plus ou moins courte, devant une pression des masses qui, renforcées par ce qu'elles croient être leur victoire, exigeront que les promesses soient tenues, qu'on en fasse voir de toutes les couleurs à Wall Street. Devant une telle poussée — qui stimulera les travailleurs du monde entier — il sera de plus en plus difficile aux chefs syndicaux de se livrer à des manœuvres et à des habiletés.

P.-S. — Les voix recueillies par les candidats du Socialist Workers Party (parti trotskyste) ne seront pas connues avant quelques jours ou même quelques semaines. C'est une des particularités de la « démocratie américaine » qui de mépriser les petits partis.



Dans un précédent article, nous avons donné un tableau sommaire révélateur de l'ampleur de la crise du stalinisme sur l'échelle mondiale. Quand on veut définir les tendances divergentes du Kominform qui se font jour, on se heurte à une confusion très grande et souvent à des positions incomplètement formulées ou en évolution.

Le cas de la Yougoslavie présente l'intérêt particulier d'être celui du pays de la zone soviétique dans lequel la crise s'est développée le plus profondément et où, par conséquent, il y a le plus de chance de voir s'exprimer ces divergences le plus nettement. En outre, la Yougoslavie constitue un pôle d'attraction dans le glacieux car, suivant un rapport du Ministère de l'Intérieur yougoslave du 3 novembre, depuis le début de septembre, 1.141 personnes sont venues de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie et d'Albanie chercher refuge en Yougoslavie. Ces réfugiés comprennent des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des militaires, des étudiants et des enfants; il n'y a pas parmi eux qu'un petit nombre de Yougoslaves provenant de minorités nationales dans les pays ci-dessus mentionnés et, selon le rapport, on y trouve « un nombre considérable de membres du parti communiste... qui ont prouvé qu'ils avaient dû fuir pour des raisons politiques ».

Les divergences politiques attribuées aux Yougoslaves par les stalinistes ne peuvent être prises en considération qu'avec beaucoup de précautions: on sait que la machine au service du Kremlin ne s'embarrasse d'aucune idéologie et est prête à accuser quiconque n'obéit pas sans murmure, des crimes les plus divers et des points de vue les plus contradictoires. Mais ce que disent les Yougoslaves est d'un tout autre intérêt. Quand ils ont été exclus, ils prétendaient n'avoir aucune divergence essentielle avec Moscou et ils maintiennent aujourd'hui encore cette affirmation, tout en exprimant des désaccords sur toute une série de questions qui sont très importantes.

Mentionnons brièvement le fait qu'à l'O. N. U., tout en s'efforçant de s'aligner sur Moscou, les délégués yougoslaves ont exprimé à l'occasion des points de vue différents. Le cas le plus intéressant fut provoqué par une attaque de Bevin dans laquelle celui-ci cita une phrase de Lénine sur l'impossibilité de la coexistence durable d'un Etat ouvrier et d'Etats capitalistes. Vichinsky répliqua que c'était une opinion depuis longtemps dépassée (le menchevik de 1917 pouvait enfin se permettre de désavouer Lénine). Par contre, Kardelj, ministre des Affaires étrangères yougoslave, déclara que cette opinion restait vraie. Ce qui valut une explosion d'indignation de l'Humanité ».

Le P. C. yougoslave a édité une série de brochures en français, en anglais et en allemand, répondant à l'accusation du Bureau d'Information et aux autres calomnies, dans lesquelles il se place en général sur une position défensive pour prouver qu'il n'est pas coupable de ce dont l'accuse le Kominform.

Mais d'autres brochures et des articles publiés dans Borba, notamment une série d'articles parus au début d'octobre, vont plus loin.

Dans la publication d'un échange de correspondances antérieures à la

TITO CONTRE STALINE

crise, on voit qu'un accrochage s'est produit sur le fait que les spécialistes militaires russes en Yougoslavie avaient, à grade égal, des traitements plusieurs fois supérieurs aux officiers de l'armée yougoslave et que leur conduite autoritaire avait heurté les sentiments des Yougoslaves.

Une autre divergence qu'on peut relever dans l'article de Borba du 2 octobre porte sur l'appréciation des événements en Yougoslavie et dans les autres pays européens:

« Des exploits héroïques et plus encore, y est-il écrit, ont été accomplis au cours de cette guerre par les peuples de France, d'Italie, de Tchécoslovaquie et de Bulgarie, mais ce n'est qu'en Yougoslavie qu'il y eut une révolution... Nos critiques évitent de le reconnaître. Et c'est précisément parce qu'il y a eu chez nous une révolution, non pas des changements révolutionnaires comme il y en a eu aussi dans d'autres pays de la démocratie populaire, mais un soulèvement armé, une révolution des masses populaires contre l'occupant et la bourgeoisie traître... »

Autrement dit, selon les Yougoslaves, dans les autres pays il y a eu des réformes poussées, en Yougoslavie une révolution contre l'ordre bourgeois. Sur cette base, on voit difficilement comment le PC yougoslave peut concevoir le passage des « démocraties populaires » des autres pays du glacieux vers une société socialiste sans une révolution contre le régime bourgeois.

Autre divergence portant sur le fait que les rapports des autres pays de « démocratie populaire » et de l'U.R.S.S. avec la Yougoslavie ne sont pas des rapports fraternels de peuples allant tous ensemble vers le communisme, coordonnant leur planification, l'unifiant, etc., mais des relations réglées par les lois du commerce capitaliste. (Discours de M. Djilas, ministre de la Propagande, 4 septembre).

Et Borba écrit: « Les directions des pays démocratiques pensent, semble-t-il, que tout leur est permis à l'égard de la Yougoslavie socialiste, même ce à quoi elles ne songent pas à l'égard des pays capitalistes et de leurs gouvernements. »

Mais des remarques plus intéressantes encore ont trait aux méthodes en cours dans le mouvement ou-

vrier. Voici que l'on peut lire dans Borba:

« Personne ne conteste l'autorité du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., personne ne peut nier... son rôle dans le passé et son rôle présent. Mais l'autorité n'est pas tout. La Vérité est au-dessus de l'autorité (2). Cela a été jusqu'à présent un principe dans le mouvement ouvrier... Les C.C. des partis membres du Bureau d'Information ne se sont pas tenus aux principes de discussion dans le mouvement ouvrier sans lesquels on ne peut concevoir ce mouvement. Ils se sont tenus à l'autorité. »

Et pour la première fois, les Yougoslaves ont nommé celui dont on ne doit pas comme Jehovah invoquer le nom en vain:

« La vérité dans le conflit entre le C.C. du parti bolchevik et le C.C. du P.C. yougoslave n'est pas du côté de Staline, mais du côté du C.C. yougoslave. »

Ceci est dit en même temps qu'on ajoute que nulle part Staline n'est plus aimé et respecté qu'en Yougoslavie, et que « la vérité triomphera finalement ».

L'article va plus loin encore puisqu'il met en cause les « buts » des staliens:

« La campagne de mensonges, de calomnies et de provocations qui a été déclenchée à la suite de la résolution du Bureau d'Information a montré que, dans le mouvement ouvrier, se trouvent de plus en plus appliquées des méthodes contraires à celles sur lesquelles celui-ci s'est toujours basé et sur lesquelles seulement il peut se baser. On voit que dans le mouvement ouvrier se trouvent de plus en plus employés tous les moyens de lutte... tous les moyens sont permis sous prétexte d'atteindre certains buts « supérieurs », « généreux » dont personne ne sait rien ni dont personne ne parle. »

Les citations que nous avons apportées montrent que la rupture organisationnelle est suivie par une rupture idéologique grandissante. Nous parlerons d'autres cas dans un autre article, avant d'essayer de tirer quelques conclusions générales.

Pierre FRANK.

- (1) Voir *La Vérité*, n° 221.
- (2) Souligné par nous.

Les C.R.S. chargent les travailleurs vietnamiens

Un récent ordre du Ministère des Colonies interdit aux travailleurs de hisser « le drapeau dit du Viet-Minh à l'entrée ou à l'intérieur des camps ». Le seul drapeau que l'on permet aux travailleurs d'arborer est le drapeau tricolore et celui du gouvernement Xuan. Un second ordre spécifie: « Au besoin, les responsables français des camps doivent recourir à l'intervention des polices pour faire disparaître l'emblème national du Vietnam. »

Le résultat ne s'est pas fait attendre. La gendarmerie et les C. R. S. ont fait des descentes dans tous les camps pour enlever les drapeaux. Comme les travailleurs en hissaient régulièrement de nouveaux les forces du maintien de l'ordre durent même revenir souvent. A Montauban les travailleurs s'étaient groupés autour du mat les C. R. S. chargèrent sauvagement. 13 travailleurs grièvement atteints durent être transportés à l'hôpital.

Une délégation du Comité de Défense des Travailleurs Vietnamiens qui regroupa des militants syndicalistes français, des écrivains, des avocats, etc., s'est rendue à la Direction des travailleurs indochinois pour protester contre ces faits.

Qu'as-tu fait pour « La Vérité » cette semaine, camarade?

Chaque lecteur de *La Vérité* doit lire également « QUATRIEME INTERNATIONALE » revue du Comité Exécutif Internationale

Au sommaire du numéro d'août-septembre (50 francs):

M. Pablo. — L'affaire yougoslave; Des voix stalinienne sur le travail forcé en U. R. S. S.

Au sommaire du numéro de juin-juillet (35 francs):

A. Swabek. — Trois années de gouvernement travailliste et une déclaration de Natalie Sedova-Trotsky sur un « testament » de Trotsky.

Imprimerie G.L.L. - Paris

La vérité sur Madagascar (II)

LA COMÉDIE DU PROCÈS



Malgré sa sauvagerie, la répression colonialiste à Madagascar n'aurait atteint qu'une partie de son but si elle avait laissé subsister la seule organisation de masse malgache: le M. D. R. M. avec ses cadres et ses chefs. C'est pour abattre ces derniers qu'a été organisée la gigantesque parodie de justice connue sous le nom de « procès de Tananarive ». Or, ce procès a bien permis de livrer au bourreau ou au bain Ravoahangy, Raseta et leurs compagnons, mais par contre, il n'a pu empêcher que l'innocence des accusés et la culpabilité des accusateurs apparaissent clairement, malgré la sauvagerie des policiers, la forfaiture des magistrats et le mensonge orchestré de la presse bourgeoise. Ici encore, la vérité surgit des documents colonialistes eux-mêmes, notamment du compte rendu sténographique du « procès », qui est entre nos mains. Et cette vérité est la suivante: 1° Le « procès » est illégal; 2° Les « aveux » des accusés ont été arrachés par la torture; 3° L'accusation s'est effondrée sur tous les points; 4° L'accusation a fait citer de faux témoins; 5° Plusieurs témoins à charge se sont transformés en témoins à décharge; 6° La « révolte » a été fomentée par la police.

Illégalité du « procès »: Pour retirer aux « accusés » jusqu'aux maigres garanties de justice auxquelles ils avaient droit, policiers, magistrats et députés, bref tout l'appareil de l'Etat bourgeois a, dès le premier jour, violé cyniquement la loi. C'est ainsi que les parlementaires malgaches ont été arrêtés alors qu'ils étaient encore couverts par leur immunité parlementaire, donc en violation de l'article 22 de la Constitution. Arrêtés illégalement, ils ont ensuite été interrogés en l'absence d'avocats. Mais lorsque des avocats vinrent de Paris pour les défendre, le juge d'instruction Vergoz refusa de les interroger. Ces méthodes d'intimidation sont, en principe, interdites par le Code d'Instruction criminelle. On pourrait multiplier à l'infini de tels exemples d'illégalités commises par des magistrats qui étaient censés défendre « la loi ». Bien entendu, cela n'excuse nullement les députés lâches qui ont levé l'immunité parlementaire de leurs collègues malgaches, mais cela montre que la presse bourgeoise a menti en affirmant: « toutes les garanties et toutes les précautions ont été prises pour que la Cour de Tananarive statue en toute objectivité » (*L'Aube*, 24 septembre 1948). Cela prouve enfin que la bourgeoisie ne respecte ses propres lois que si celles-ci ne la gênent pas.

Tortures: Au cours du « procès », tous les accusés ont rétracté leurs « aveux » et révélé que ces aveux leur avaient été arrachés par le tortionnaire Baron, chef de la sûreté, à la suite de supplices pires que ceux de la Gestapo. Ravoahangy, Rabemanjara, Raherivo, Rakotovo, Tata, Ratrema, Robert, Rakotonirina ont ainsi déclaré avoir été torturés.

Il serait trop long de citer ces déclarations, récits hallucinants et interminables. En outre, il est prouvé que les accusés n'ont ni menti ni exagéré les tortures qu'ils avaient subies. En effet, le rapport du médecin légiste obtenu par les avocats, constate que les accusés portaient encore les traces des tortures, un an et demi après leur arrestation par la police. Enfin un témoin, colon français, a décrit ainsi « l'atmosphère » qui régnait dans les locaux de la police française à Tananarive: « ...J'ai vu des séances de coups de cravaches, nerfs de bœuf, coups de pieds et coups de poing dans toutes les parties du corps de malgaches complètement assommés. Les torturés avaient le visage complètement méconnaissable, bosses, contusions, yeux pochés, à tel point qu'on pouvait les comparer à des tomates mûres, lèvres boursoufflées et fendues, en un mot, des masques ensanglantés. J'ai entendu également à travers la porte du bureau du chef de la Sûreté des cris de douleurs, des cris d'angoisse, des cris de terreur, des appels au secours et le martèlement des coups sourds et réguliers. J'ai vu sortir de cette porte une jeune femme européenne couvrant son visage de ses mains comme pour en chasser une vision horrible en disant: « C'est horrible, je n'arrive pas à m'y faire, j'en suis malade... »

Effondrement de l'accusation: Le reniement par les accusés de leurs propres « aveux » a privé l'accusation de son principal argument. En effet, ce que les accusés avaient « avoué », c'était que le télégramme d'appel au calme qu'ils envoyèrent aux sections du M. D. R. M. à la veille de la révolte était en effet un télégramme chiffré appelant à l'insurrection. Ainsi « noir » signifiait « blanc »! « Avez » invraisemblable, même pour quelqu'un qui ignorait qu'il a été arraché par la torture. D'ailleurs, le député Raseta était à Paris lorsque la révolte éclata à Madagascar. Comment prouver sa participation au « complot »? L'accusation exhiba un soi-disant code chiffré trouvé dans sa maison de Tuléar (Madagascar) au cours d'une « perquisition » faite pendant qu'il était en France. La provo-

cation était un peu trop grosse; l'avocat Stibbe la dégonfla: en effet, le soi-disant code, en réalité fabriqué par la police, contenait 16 mots conventionnels, ou aucun de ces mots n'avait été utilisé par Raseta dans sa correspondance! Sur plusieurs autres points, l'accusation s'est effondrée. André Blanchet a dû reconnaître, dans *Le Monde* du 23 octobre 1948: « La Cour elle-même n'a certainement pas prétendu atteindre mieux qu'une approximation ». Mais avec des « approximations » de ce genre, les colonialistes ont envoyé six militants malgaches au poteau.

Il faut donc exiger l'annulation de ce verdict.

Condamnés bien qu'innocents, condamnés parce qu'ils incarnaient aux yeux de milliers de malgaches la lutte contre la domination impérialiste, condamnés en même temps que vingt mille hommes et femmes qui croupissent actuellement dans les cachots de Madagascar, les dirigeants du M. D. R. M. doivent être arrachés à la mort et au bagne par la solidarité active de tous les travailleurs de France que la même police et les mêmes magistrats frappent, eux aussi, chaque jour.

Faux témoins de l'accusation: A l'audience du 27 août, le « témoin » Randrianarison, cité par l'accusation, raconta un invraisemblable roman. Il fut même incapable de désigner au banc des accusés Ravoahangy, qu'il prétendait avoir déjà rencontré au cours d'une réunion secrète, prouvant ainsi qu'il récitait par cœur une histoire policière. D'ailleurs à l'audience du lendemain, un autre témoin de l'accusation, Radrianasoa, avoua que son témoignage lui avait été dicté à la police à la suite de tortures. Ainsi les faux témoins cités par l'accusation se sont-ils retournés contre elle.

Mais surtout, les débats du « procès » ont prouvé que la « révolte » a été fomentée par un provocateur policier, Ravelonahina, introduit par le chef de la Sûreté Baron parmi les dirigeants de la société secrète J. I. N. A. En effet, un Français, le témoin Walter Gaye, a révélé que Ravelonahina, qui organisa l'acte le plus sanglant du soulèvement, l'attaque du camp de Moramanga, lui avait un jour avoué être depuis plusieurs années un agent du chef de la Sûreté Baron. Ce dernier s'était d'ailleurs vanté lui-même, quelques jours avant, d'avoir eu des espions jusque parmi les dirigeants des groupements malgaches.

A. REVAL.

LA VIE DU PARTI

Puy-de-Dôme. — La région du Puy-de-Dôme tiendra une assemblée le 27 novembre à Clermont-Ferrand.

Loire-Inférieure. — Le rayon de Nantes qui avait beaucoup souffert de la crise du parti a repris une sérieuse activité notamment pour le soutien de « La Vérité » et dans le travail d'entreprise.

Loire-et-Cher. — Le premier numéro de « La Vérité » des ateliers A. M. A. de Vendôme vient de paraître.

Bretagne. — Le Bulletin mensuel de la région, « Le Militant », vient de paraître sur 18 pages. Il contient plusieurs articles sur la question du gouvernement (critique du discours de Thorez sur le gouvernement d'Union démocratique, la lutte pour le pouvoir aux travailleurs, etc...) — une analyse de la politique impérialiste des U.S.A. — une polémique avec la gauche, organe du R.D.R. — un appel contre la répression que subissent les travailleurs viet-namiens en France: « Indochine S.O.S. ».

Bouches-du-Rhône. — Le n° 2 de *La Vérité de Beaucaire-Tarascon* est paru. Il contient un leader: « Face au danger gaulliste: Front Unique des Travailleurs ». Un éditorial: « Pour la grève générale, seul soutien effectif aux mineurs et seul moyen d'arracher les revendications ouvrières ». Des informations locales (la politique municipale, etc...). Des informations ouvrières et une défense des ouvriers agricoles, des cheminots, etc. Une excellente page sur l'histoire du drapeau rouge.

REGION PARISIENNE
Journées d'étude les 30, 31 et 1^{er} novembre, plus de 50 responsables régionaux et nationaux ont suivi les

cours des journées d'étude. Ces cours portaient sur:

Théories de la valeur et de la plus-value; reproduction simple et élargie; concentration; crises cycliques; l'impérialisme.

Une nouvelle journée de discussion aura lieu sur les points que les camarades auront sélectionnés en étudiant leurs notes (28 novembre).

Assemblées générales. — Deux assemblées générales ont eu lieu où la lutte pour la grève générale a été précisée concrètement avec les militants. Le parti a pu constater par les informations apportées l'influence grandissante de nos mots d'ordre dans les entreprises de la région.

Journaux d'entreprise
— *La Vérité* des différentes entreprises ont été éditées. Un tract intitulé: « On tire sur les ouvriers! Grève générale contre les assassins, le fascisme, la misère! Frachon la sabote, organisez-la vous-mêmes. » Il appelle à élire dans chaque entreprise des comités pour la grève générale se réunissant en un « Comité Parisien pour la grève générale » et qui prendront la direction des ouvriers trahis par leurs chefs actuels.

PERMANENCES DU PARTI

Paris: Les lundis, mercredis, vendredis, de 16 à 19 heures et le samedi de 14 h. 30 à 19 h., 19, RUE D'AGUERRE, Paris (14^e) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

Saint-Etienne: Le samedi de 18 h. à 19 heures, Café Besset, place du Peuple.

Les cellules et régions sont priées de nous communiquer sans retard leurs permanences pour insertion dans *La Vérité*.